

SECRETARIAT GENERAL  
DU GOUVERNEMENT

DECRET D/2016/ 331 / PRG/SGG

PORTANT AVANCE DE CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2016

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- Vu – La Constitution ;
- Vu -- La Loi L /2012/N°012/CNT du 06 août 2012, portant Loi Organique Relative aux Lois de Finances;
- Vu -- La Loi L /2016/N°001/AN du 18 janvier 2016, portant Loi de Finances pour l'année 2016 ;
- Vu – Le Décret D/2016/138/PRG/SGG du 20 Avril 2016, portant attributions et organisation du Ministère du Budget ;
- Vu – Le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013, portant règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique;
- Le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre Chef du Gouvernement ;
- Vu – Le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 décembre 2015, portant structure du Gouvernement ;
- Vu – Le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- Vu -- Le Décret D/2016/032/PRG/SGG du 05 février 2016, portant répartition entre les départements Ministériels et Institutions des crédits de paiement ouverts au Budget de l'Etat pour 2016 ;

Sur proposition du Ministre du Budget

**DECRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Une ouverture de crédits budgétaires sous forme d'avance d'un montant de GNF 6 344 654 890 (Six milliards trois cent quarante quatre millions six cent cinquante quatre mille huit cent quatre vingt dix Francs Guinéens), est autorisée dans la Loi de Finances 2016 dans le cadre de l'exécution partielle du contrat N° 2010/109/1/4/3/2/G, relatif à la remise en état de deux (02) navires patrouilleurs et de deux (02) vedettes de liaisons en faveur de l'Etat Major l'Armée de Mer.

**Article 2** : Cette avance de crédits budgétaires sera régularisée dans la prochaine Loi de Finances.

**Article 3** : La dépense est imputable sur la ligne budgétaire Section 03, Sous Section 21 000 900 600, Titre 03, Chapitre 51 et Article 59 « Autres matériels de transport », du Ministère de la Défense Nationale, exercice 2016.

**Article 4** : Le Ministre d'Etat, auprès de la Président de la République chargé de la Défense Nationale, le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application des dispositions du présent Décret.

**Article 5** : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 NOV 2016